



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Service interministériel d'animation
des politiques publiques**

Pôle environnement et transition énergétique

ARRÊTÉ N° 41-2022-06-09-00007

**portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates
prises à titre conservatoire pour les installations exploitées par la société
AMF-QSE à MER (bâtiment E)**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;

Vu le décret du président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2018-11-26-003 du 26 novembre 2018 autorisant la société AMF-QSE à exploiter une plateforme logistique dit « bâtiment E » sur le territoire de la commune de Mer ;

Vu l'information faite par AMF-QSE le 6 juin 2022 de la survenue de désordres liés aux intempéries le 4 juin 2022 sur le bâtiment E ;

Considérant la fiche de visite établie le 8 juin 2022 suite à l'inspection réalisée ;

Considérant que l'inspection réalisée le 8 juin 2022 a mis en évidence que les conséquences de l'accident survenu le 4 juin 2022 sur le site bâtiment E exploité par la société AMF-QSE sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la détection incendie est inopérante dans la cellule 3 ;

Considérant l'absence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie présent en permanence en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie ;

Considérant que corollairement il convient de mettre en place des mesures d'urgence pour garantir la détection et la lutte contre un éventuel incendie ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site et la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer les travaux de réparation à mettre en œuvre ;

Considérant que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site en application du L512-20 ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences des intempéries du 4 juin 2022;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société AMF-QSE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de sa plateforme logistique « bâtiment E » située sur la commune de Mer.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus à l'article 6 et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Mesures immédiates conservatoires

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

mettre en sécurité les installations du site : surveillance, rétablissement d'une détection incendie dans la cellule 3 et/ou présence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie en permanence en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie ; mesures spécifiques, interdiction d'accès, etc., signalisées de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.). En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site.

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Remise de la fiche « incident » et du rapport d'accident

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche « incident » et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
 - l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
 - les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » du site internet ARIA à renseigner

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 4 : Remise en service

En application de l'article R. 512-70 du Code de l'Environnement, la remise en service de la cellule 3 est conditionnée à la fourniture d'une attestation de conformité du système d'extinction automatique mis en place.

Article 5 : Gestion des déchets liés au sinistre

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus des intempéries.

Article 6 : Échéances

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- | | |
|------------|---|
| article 2) | : 24 h pour la sécurisation, 7 jours pour les justifications des mesures prises pour répondre à cet article ; |
| article 3) | : 24 h pour la fiche « incident » et 15 jours pour le rapport d'accident ; |
| article 8) | : 15 jours pour le programme d'évacuation des déchets, 1 mois pour l'évacuation et l'élimination des déchets. |

Article 7 : Transmissions des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 514-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 9 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loir-et-Cher pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;
- Monsieur le Maire de la commune de Mer;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Loir-et-Cher, le Maire de Mer et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le 9 juin 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de Loir-et-Cher – place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS CEDEX ;

- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition énergétique – Direction générale de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus aux 1° et 2° susvisés.